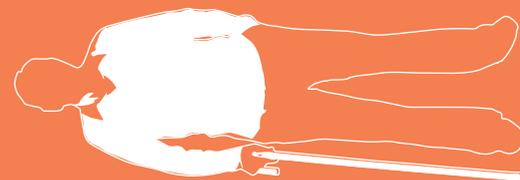
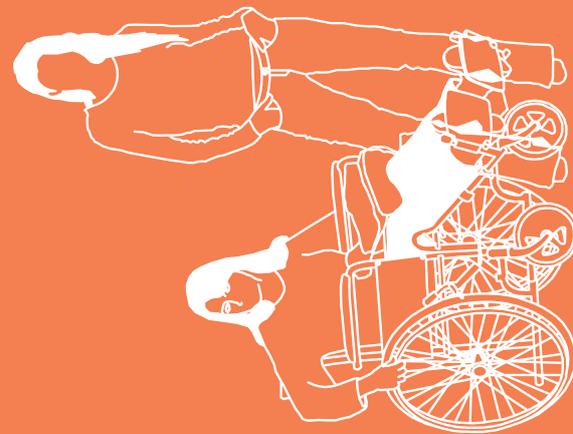


# DÉTOUR

BY CITY LINKED

LE PETIT  
MANIFESTE EN  
FAVEUR D'UNE  
VILLE POUR  
TOUS





# Pourquoi cette démarche ?

A la faveur de recherches mais également d'initiatives d'acteurs engagés de l'urbain, **de nombreuses démarches se développent au profit d'une ville plus inclusive.**

Les Maires reprennent souvent cette idée dans leur PADD : une ville pour tous. Les promoteurs font valoir une mixité dans leurs immeubles et les aménageurs revendiquent la conception de quartiers accessibles au plus grand nombre.

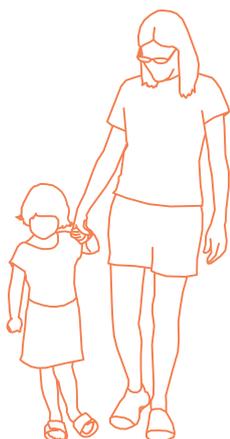
Néanmoins, **ces démarches sont souvent ponctuelles, circonscrites et elles restent principalement portées par des acteurs engagés** (collectivités et associations).

Pour les autres acteurs, **la prise en compte de la diversité des usagers relève plus d'un vœu pieux** faute de savoir comment intégrer de manière concrète cette approche dans la conception des projets urbains et immobiliers.

**CITY Linked défend l'idée que créer la ville autrement, c'est notamment mieux penser en amont comment l'aménager pour tous. A travers notre Observatoire Urbain, nous cherchons et analysons des démarches inspirantes entreprises en faveur d'une plus grande inclusivité.**

# Une ville pour tous et toutes ?

De cette difficulté à prendre en compte la diversité résulte des inégalités dans l'accès aux ressources de l'espace et à son appropriation. Ces inégalités touchent particulièrement certaines catégories de populations.



**LES FEMMES**



**LES SÉNIORS**



**LES ENFANTS**



**LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**



**LES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ**

# Bien grandir

La ville est peu pensée pour les enfants, et souvent sans eux. Depuis un siècle, on assiste ainsi au **déclin de la présence et de l'autonomie de l'enfant en ville.**

La multiplication des recherches sur le sujet des enfants dans la ville mettant en évidence ce constat et toutes ses implications, notamment en termes de santé, conduit à l'émergence, un peu partout dans le monde, de nombreuses initiatives. Chercheurs, parents, élu.e.s, associations, se mobilisent **en faveur de l'amélioration de l'expérience urbaine des enfants.**



9,7km

C'est la différence de distance autorisée en autonomie entre un enfant en 2007 (300m) et son grand-père en 1919 (10km), d'après l'étude conduite en 2007 par William Bird auprès d'une famille de Sheffield en Angleterre et qui illustre parfaitement la perte d'autonomie des enfants en ville.



Au cours du 20e siècle, la production d'une ville selon les préceptes du fonctionnalisme s'est faite au profit de la voiture et de la spécialisation des espaces.



Ce changement s'est accompagné par le développement de la perception des espaces publics comme des « arènes d'exposition aux dangers de l'enlèvement et de l'agression physique » (Rivière, 2014).



Ainsi, ces tendances ont accentué l'abandon de la rue par les enfants au profit d'un processus de « confinement » des enfants dans des espaces institutionnalisés, souvent destinés aux activités ludiques, tels que les aires de jeu, (Valentine & Mc Kendrick) et souvent peu adaptés aux parents et au partage de moments familiaux.

# Bien vieillir

Toutes les villes sont confrontées au vieillissement de leur population. Elles doivent donc s'emparer de cet enjeu qui va bien au-delà des questions de santé.

Si des réflexions et projets sont menés en faveur de nos aînés, **elles restent encore trop circonscrites à des démarches portant sur le logement et sur son adaptation technique et technologique aux handicaps.** Quid des espaces publics ? Ainsi, à l'instar des enfants, on assiste à **un processus de « confinement » des aînés dans des espaces institutionnalisés** tels que les maisons de retraite au détriment d'une approche plus transversale sur la manière de les accueillir en ville.

de la population française est âgée d'au moins 65 ans

20%  
en 2020

de la population française sera âgée d'au moins 65 ans

26%  
en 2040



Le recensement des attentes et besoins des séniors repose principalement sur un meilleur accès aux services, un cadre de vie bien entretenu et le besoin de sécurisation et de confort. Mais...

« CONTINUER À ÊTRE UTILE ET ÊTRE AIMÉ »



c'est, d'après Tristant Robet (Béguinages Solidaires) la première chose dont ont besoin les personnes âgées.



# Bien vivre avec le handicap



de la population est en situation de handicap  
(déficiences motrices, visuelles, auditives,  
intellectuelles, psychiques).

22%

La prise en compte du handicap dans la conception des espaces est aujourd'hui largement encadrée par des normes qui garantissent un accès minimum à l'espace et à ses ressources. Toutefois, le minimum imposé par les normes représente souvent l'effort maximum consenti par les acteurs de la ville.

En outre, le handicap est pluriel: moteur, sensoriel, mental. Mais le traitement de l'accessibilité se retrouve souvent restreinte à des sujets « techniques » de mobilité **au détriment d'une approche plus sensible et sensorielle de la conception des espaces.**

**Ainsi, l'appropriation des espaces, et notamment des espaces publics, reste limitée.**

de la population est concernée par le handicap

65%



80%

**des handicaps sont invisibles**  
(déficiences auditives, déficiences visuelles, handicap mental léger, handicap psychique)

# Bien vivre avec ses moyens

Depuis les années 1990, diverses recherches menées en France et à l'étranger, ont montré que certains individus et certains groupes, en particulier ceux qui vivent dans les quartiers les plus pauvres, ont **un accès bien moindre au logement, aux équipements, aux services, aux commerces, à l'emploi**. Avec la multiplication des mesures sécuritaires voire défensives, même l'accès à l'espace public se complique. **Ce manque d'accès aux ressources urbaines renforce les inégalités sociales** mais il a également des répercussions sur **les processus d'exclusion** de ces individus et de ces groupes. (Sylvie Fol, Caroline Gallez, 2017).

Si **l'urbanisme et l'architecture** ne doivent pas être envisagés, illusoirement, comme l'origine ou la solution de ces problématiques, ils ont toutefois **un rôle à jouer pour favoriser l'accès aux ressources et l'amélioration des conditions de vie de tous et toutes**.

Favoriser la qualité architecturale et environnementale du bâti pour maîtriser les charges, aménager des espaces publics pour ceux qui ne peuvent disposer d'espaces extérieurs ou même de chez eux, favoriser les mutualisations, etc. : les pistes ne manquent pas pour aider les plus précaires.



# Le genre comme approche transversale

Le genre désigne une construction sociale de la différence entre les sexes. Il attribue des rôles, des tâches, des caractéristiques et des attributs différenciés à chaque sexe. Ces différences entre les hommes et les femmes conduisent à **des pratiques et formes d'appropriation des espaces qui peuvent être différentes.**

Prendre en compte le genre dans l'aménagement ce n'est donc pas penser l'espace «pour les femmes» mais **bien prendre en compte des besoins et usages restés longtemps impensés, au profit de tous et toutes.** A plus forte raison car **les femmes assument encore majoritairement la charge des personnes vulnérables.**

Depuis une trentaine d'années, diverses initiatives se multiplient en Europe, afin de mieux intégrer la dimension du genre dans la production de la ville, au profit de tous et toutes.



Les femmes se déplacent davantage à pieds et en transports, et pour des motifs liés à la prise en charge des proches et des tâches domestiques. Elles effectuent des déplacements plus courts mais plus nombreux et souvent plus contraints (poussettes, fauteuils roulants, etc).

C'est le temps supplémentaire que consacre chaque jour une femme par rapport à un homme, au travail domestique d'après une enquête INSEE (2010)

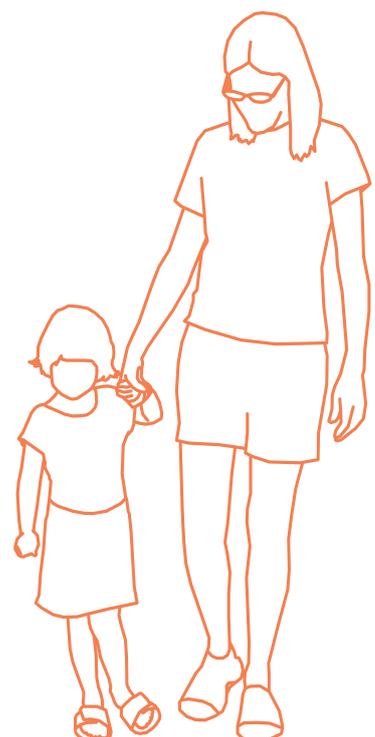
1h36

20%

C'est l'écart moyen de salaire net entre les hommes et les femmes

80%

C'est le pourcentage de familles monoparentales ayant à leur tête une femme



# Des enjeux communs

Les catégories de publics formulées précédemment sur la base de l'âge, du genre ou encore des capacités physiques ou économiques, correspondent à des besoins spécifiques. Pour autant, l'élaboration de telles catégories conduit souvent à choisir ses combats.

Ainsi, favoriser la fabrication d'espaces inclusifs au profit du plus grand nombre, nécessite de partir des enjeux communs qui les touchent.



## L'accessibilité et les mobilités

Les publics ciblés sont ceux qui font le plus souvent face à des situations handicapantes et ont, par conséquent, le plus de difficulté à se déplacer en autonomie et à accéder simplement aux ressources de l'espace.



## L'appropriation des espaces et sentiment de légitimité

Les usages de l'espace varient selon l'âge, le genre, les capacités ou encore les aspirations des individus. La faible capacité des espaces à accueillir la diversité conduit à des phénomènes d'exclusion et des enjeux de légitimité pour l'appropriation des espaces pour ces publics.



## Le sentiment d'insécurité

Les publics ciblés, largement perçus et représentés comme les plus vulnérables dans la société, font souvent face au sentiment d'insécurité dans les espaces.



## Les ressources socio-économiques limitées

Les publics ciblés sont souvent les plus vulnérables économiquement. D'une part, l'accès à l'espace peut représenter une charge importante pour les individus. D'autre part, leurs capacités socio-économiques déterminent largement leur accès à certaines ressources de l'espace.



## La représentativité

Force est de constater la faible diversité des représentations des espaces publics : surtout des hommes, d'un âge certain, sans handicap. Les représentations du handicap, des femmes, des enfants, etc n'interviennent souvent que dans des situations stéréotypées : place de parkings, toilettes, abords des écoles, etc.

# Des démarches et méthodes diverses

De notre travail de recensement, émergent différentes démarches qui visent, avec leurs méthodes, à aménager la ville au profit de tous et toutes. Ces démarches sont entreprises par différents acteurs qui oeuvrent en faveur d'une ville plus inclusive.

Nous vous présentons, ci-après, 3 projets alimentés par une ou plusieurs de ces démarches-outils. Ils tentent, chacun à leur manière, de donner des réponses concrètes aux enjeux de la ville pour tous et toutes en adressant différents publics et en abordant les projets avec le prisme transversal du genre.



Des politiques publiques et gestion de services publics



Des modes d'organisation spécifiques



Des démarches exploratoires et/ou participatives



Des guides et des chartes



Des expérimentations dans le projet

# MARIAHILFERSTRASSE

Vienne, Autriche  
2015



Dans le cadre du projet « Mobilité » mis en place à Vienne en 2015/2016, le réaménagement de la rue Mariahilferstrasse fait partie de la vingtaine de grandes mesures prévues par le projet. La rue Mariahilferstrasse est une grande rue commerçante jalonnée par des restaurants, un équivalent viennois des Champs Élysées parisiens. Il s'agit de faire de cette rue, un espace accessible où chacun puisse circuler librement et en toute sécurité quel que soit son mode de déplacement : cycliste, piéton, conducteur de bus, de voiture, de camion, etc selon l'idée de la zone de rencontre.





# LE FAIRNESS CHECK

Le Fairness Check est un comité d'experts sur les populations les plus vulnérables (les femmes, les enfants, les personnes en situation de handicap, celles en situation de précarité). Dans le cadre de projets, il est invité à émettre un avis d'équité et des recommandations sur les aménagements envisagés.



→ Favoriser la représentation de la diversité dans la fabrique de la ville

→ Définir des groupes aux besoins particuliers : les jeunes enfants, les personnes pauvres, les personnes âgées, les personnes atteintes d'un handicap, etc

→ Créer des espaces adaptés aux usages de tous et toutes



Des espaces hospitaliers pour tous les publics : confronter les expertises pour fabriquer des espaces réellement inclusifs

Dans le cadre du projet « Mobilité », le comité d'experts (Fairness Check) se penche sur chacune des mesures proposées en consacrant deux demi-journées par mesure afin d'analyser leur équité.

Grâce à ce travail, le groupe de réflexion conclut que, bien qu'efficace sur certains points (et notamment d'un point de vue budgétaire) le principe de zone de rencontre ne va pas sans poser problème. Ce sont notamment les experts sur les questions de handicap qui ont soulevé les problèmes rencontrés par les personnes non-voyantes ou malentendantes avec ce principe de gestion de la voirie : il leur est difficile, voire impossible, d'entendre ou de voir un cycliste ou un véhicule arriver, ce qui peut s'avérer très dangereux.

L'avis d'équité a ainsi permis d'envisager la nécessité d'avoir un trottoir, identifié par les personnes vulnérables comme étant leur territoire légitime, repérable, et sécurisé.

Informations recueillies auprès d'Ursula Bauer, urbaniste et cheffe de projet « politiques intégrées d'égalité » pour la Ville de Vienne dans le cadre de l'élaboration de rapport Femmes et Espaces publics du Centre Hubertine Auclert et de la Région Ile-De-France.

# PLACE D'EN BARO

Santa Coloma, Espagne  
2019



En 2016, la Mairie de Santa Coloma de Gramenet a pour projet de réaménager la place d'en Baro. Effectivement, alors que la commune manque d'espace public, cette place enclavée et bétonnée est délaissée par les habitants du quartier.

Ce projet est porté par le département de l'urbanisme mais également par le département de l'éducation et de l'égalité. L'objectif est transversal : réaménager la place sous le prisme du genre avec la participation des enfants du quartier.



© Equal Saree



## DES ATELIERS PARTICIPATIFS AVEC LES ENFANTS

Sur la demande de la collectivité, le diagnostic est réalisé avec les enfants de l'école de quartier à l'aide d'activités participatives: sondages, jeux de rôles, maquette, etc. Sur la base de ce diagnostic, l'agence Equal Saree construit un projet en accord avec les désirs des enfants.

D'après Julia Goula Mejon de l'agence Equal Saree, la participation des enfants, ambassadeurs du projet, a permis une forte acceptation du projet par l'ensemble des habitants.



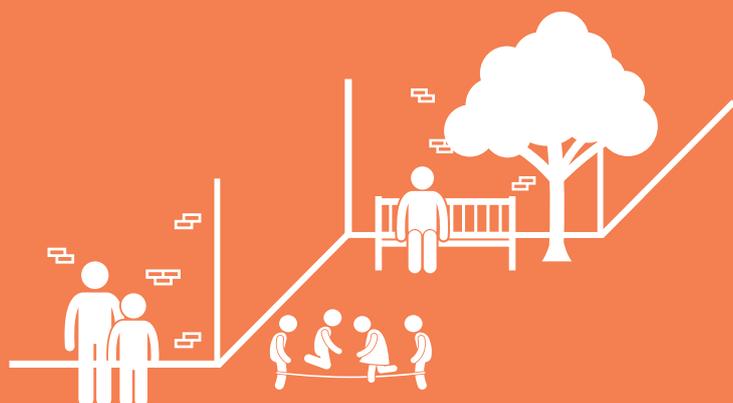
Des espaces de jeux divers, non-stéréotypés et non hiérarchisés au profit d'une appropriation de tous et toutes

→ un espace bétonné où les enfants peuvent courir, jouer au ballon, patiner, danser, etc

→ un espace avec des structures de jeux en bois avec du sable

→ un espace artistique où les enfants peuvent dessiner sur le mur

→ un espace de repos pour des activités plus tranquilles



Une place ouverte sur la rue

Pour favoriser le sentiment de sécurité et l'appropriation de la place, cette dernière est ouverte sur le quartier et rendue plus visible.

# LA MAISON DES BABAYAGAS

Montreuil, France  
2012



Le projet de la Maison de Babayagas est un projet d'habitat pour personnes âgées, construit en opposition au modèle des maisons de retraite et qui a pour ambition de transformer l'imaginaire de la vieillesse. «Vivre et vieillir en citoyenneté reconnue et respectée» c'est l'aspiration des femmes initiatrices de ce projet.

*La Maison des Babayagas est une invitation à réinventer la vieillesse et notre mode d'habitat pour éviter l'isolement.* Elle est aussi un projet social : celui de donner accès aux femmes âgées précarisées.

Le projet ne correspond pas aux «cases» de l'administration mais après 15 ans de combat le projet est accepté moyennant une touche d'intergénérationnel. La maison est inaugurée en 2013.





## UN PROJET D'HABITAT SOCIAL PARTICIPATIF

Un projet d'habitat participatif social à destination des femmes, le modèle est pour le moins inhabituel pour les acteurs du logement social.

Pour le Conseil Départemental, d'abord, le projet n'entre dans aucun dispositif de financement. Un dispositif «structures innovantes à destinations des personnes âgées et des personnes handicapées» est finalement créé.

Ensuite, le groupe d'habitantes est déjà constitué. Le projet est bâti sur les valeurs et les ambitions fortes qu'elles ont elles-mêmes défini : autogestion, citoyenneté, solidarité, féminisme et écologie. Ce projet engagé d'habitat participatif remet en question les règles d'attribution du logement social : les futures habitantes doivent adhérer et participer à la dynamique du lieu, et l'association souhaite pouvoir en proposer les futures locataires. Une convention doit donc être co-construite entre l'ensemble des acteurs du projet pour en définir les règles de gestion.

Avec l'appui politique de la mairie de Montreuil et la persévérance de ses initiatrices, le projet est un réel facteur d'évolution et d'innovation pour ces acteurs. Un montage et un mode de gestion sont finalement trouvés. Etat, Région, Ville de Montreuil et Conseil Départemental financent le projet à hauteur de 4M d'euros.



### Un habitat abordable et écologique

Avec la production de 25 logements locatifs sociaux proposés entre 250 et 700 euros, ce projet d'habitat participatif permet de donner accès au logement à des femmes âgées précarisées.

En outre, la conception écologique du projet, ayant obtenu les certifications HQE et BBC, doit permettre une gestion écologique du bâtiment et une maîtrise des charges à ses habitantes.



### Une programmation intergénérationnelle, mixte et ouverte sur le quartier

→ 25 logements dont 4 appartements destinés à des jeunes en difficulté de moins de 30 ans

→ Des logements de 23m<sup>2</sup> à 44m<sup>2</sup> avec une recherche de diversité pour chacun

→ Des espaces en RDC (salle commune, jardin collectif, buanderie, etc) pour accueillir les fonctions collectives et les initiatives de la résidence comme celles des activités d'associatives locales

# CITY LINKED

20, passage St Sébastien  
75011 Paris  
01 55 28 30 60  
[infos@citylinked.fr](mailto:infos@citylinked.fr)